

Date : 08/11/2001

Numéro : 0656

Folio : 118

Source : L'Expansion



Idées Fortes - Tribune

L'Etat pénitence

Avec la récession, la France va payer très cher la création massive d'emplois publics.

PAR GILLES SAINT PAUL

Avec la remontée du chômage et le spectre de la récession, les bonnes vieilles recettes étatiques de lutte anticrise, à base notamment d'emplois publics, sont de retour. Dommage, car le remède est pire que le mal. Les politiques actives de l'emploi, par exemple, coûtent environ 200 milliards de francs par an, de quoi financer 2 millions de postes à temps plein ! Et l'échec est cuisant : le chômage s'est établi durablement au-dessus de 9 % de la population active dans l'Hexagone, alors qu'il est tombé au-dessous de 5 % dans les pays anglo-saxons qui ont réformé leur marché du travail.

Outre leur triste bilan, ces politiques ont contribué au dangereux processus d'étatisation de la France, à travers deux phénomènes. D'abord, ce qu'on pourrait appeler la « frontière mouvante » : le secteur public se substitue graduellement au secteur privé, parce que la concurrence est biaisée en faveur du premier. Ainsi, les théâtres privés ont pratiquement disparu des villes de province. Les emplois-jeunes permettent aux municipalités de se passer des services des entreprises de jardinage. Air Liberté est en faillite parce que Air France, sa concurrente, est semi-publique, ce qui lui garantit un accès privilégié aux ressources aéroportuaires et un coût du crédit plus faible. Sans compter que le secteur public n'est pas astreint au profit - ce qui lui permet de faire du dumping - et qu'au nom de la lutte pour l'emploi il s'est réservé des contrats (CES, emplois-jeunes, contractuels) moins coûteux et moins rigides que le secteur privé.

Deuxième phénomène : le « keynésianisme pervers ». Il consiste à invoquer les doctrines keynésiennes pour justifier la relance quand ça va mal, mais à les oublier en période d'expansion, lorsqu'il faudrait accumuler des réserves en prévision de la récession suivante. Malheureusement, ces règles de bonne gestion ont cédé le pas à la tentation de dépenser la manne fiscale à des fins électorales. Résultat : la récession du début des années 90 s'est traduite par une très forte augmentation de la dette publique, et celle-ci n'a pas baissé au cours du boom qui s'achève (elle est passée de 42 % du PIB en 1991 à 65 % en 1999).

Si la France combat la récession qui s'annonce avec la même politique budgétaire qu'au début des années 90, elle risque d'en sortir avec une dette publique de plus de 80 % du PIB, et d'avoir à subir des ajustements douloureux. Alors qu'elle se classe déjà dans les trois premiers pays de l'OCDE pour le poids de l'Etat, que ce soit en termes d'emploi (25 %) ou de dépense. Les conséquences de cette dérive sont inquiétantes. La France se gargarisait il y a vingt ans d'être la quatrième puissance économique

mondiale. Les derniers chiffres sont cruels : en termes de pouvoir d'achat par habitant, la France se classe au douzième rang de l'Union européenne, devant seulement l'Espagne, le Portugal et la Grèce. De quoi méditer sur les bienfaits du volontarisme étatique.

***Gilles Saint Paul** est chercheur à l'Institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse. Une fois par mois, un membre de ce centre, parmi les plus réputés du monde, signe une tribune dans « L'Expansion ».*

Nombre de mots : **538**